

Géopolitique et Arabie Saoudite

Le royaume des Séoud est revenu depuis deux ans au cœur des grandes manœuvres géopolitiques mondiales.

En réalité, l'Arabie saoudite est en conflit, sur tous les plans.

Tout d'abord sur le plan économique, elle mène une « sorte de guerre du pétrole » elle a engagé une partie de bras de fer non seulement avec les Etats-Unis, mais aussi avec le Canada, l'Iran et la Russie.

Elle a délibérément laissé grand ouvert le robinet du pétrole et du gaz pour étouffer toute concurrence, notamment celle venue des gaz et pétrole de schiste en Amérique.

Elle y a en partie réussi.

Alors que la demande baisse, à cause notamment de la chute de la production chinoise, l'Arabie saoudite surproduit.

Peu lui chaut, elle a encore les reins solides, et même si la chute des cours représente pour elle-même une baisse conséquente de ses revenus, menaçant à moyen terme son système social qui repose entièrement sur les ressources d'hydrocarbures, elle dispose pour le moment de liquidités suffisantes pour se maintenir.

Mais les conséquences de cet « anti-choc pétrolier » se font ressentir dans le monde entier.

Certains producteurs significatifs comme le Nigéria ou le Vénézuéla souffrent.

Et ils disposent de très peu de moyens d'influence sur le géant arabe.

Conflit militaire, ensuite, particulièrement celui qu'elle mène avec quelques alliés sunnites, de façon tout à fait illégale d'ailleurs, sans que personne ne s'en émeuve, au Yémen contre les Houthis, dont le seul tort est d'être soutenus par l'Iran.

D'ailleurs dans ce conflit sunnites/chiites, l'Arabie saoudite avait participé il y a quelques années à la répression menée à Bahrein dans le plus grand silence médiatique, Bahrein où la famille sunnite régnante doit composer avec un peuple majoritairement chiite.

Enfin, c'est une nouvelle politique d'influence que développe l'Arabie saoudite.

Elle s'est traduit récemment par son refus de financer l'armement des forces

libanaises, et ce pour protester contre l'intervention du Hezbollah aux côtés du régime de Bachar El Assad en Syrie.

Elle s'est concrétisée au travers d'investissements massifs - à hauteur de plusieurs milliards de dollars - chez le voisin égyptien, dont le président, le maréchal Sissi, est remercié pour avoir chassé les Frères musulmans du pouvoir. Frères musulmans qui, tout comme l'Etat islamique, contestent la suprématie du pouvoir wahhabite saoudien sur les lieux saints.

En fait, l'Arabie Saoudite est aujourd'hui en conflit feutré ou déclaré avec à peu près tout le monde, sauf bien entendu avec les pays qu'elle a vassalisés, ou avec les Occidentaux à qui elle vend du pétrole, et chez qui elle place les dividendes de ses rentes financières colossales.

En conflit bien entendu avec tout ce qui est chiite, ou suspect d'hétérodoxie pour ces sunnites ultraconservateurs : Iran, Yémen, Syrie alaouite, Hezbollah libanais, forces irakiennes chiites...

En conflit avec les Frères musulmans, qu'elle a aidé à écarter du pouvoir en Tunisie et en Egypte.

En conflit contre les salafistes-djihadistes de l'Etat islamique, en Irak-Syrie comme en Libye.

En rivalité constante avec les émirats du Golfe, le Qatar en tête.

Seule alliance nouvelle, et particulièrement inquiétante sur le plan géopolitique, celle que l'Arabie saoudite a nouée avec la Turquie de M. Erdogan.

Une alliance née de la situation syrienne, où chacun des deux grands pays compte avancer ses pions, la Turquie pour bénéficier d'une profondeur stratégique, et prête à annexer de facto une partie du territoire, mais surtout pour empêcher la constitution d'un véritable Etat kurde ; l'Arabie saoudite pour contrer l'influence grandissante de l'Iran qui organise, aux côtés des Russes, la reconquête du pays par les forces du régime, ralliant alaouites, kurdes, chrétiens et Hezbollah libanais.

Cette alliance de circonstance peut néanmoins achopper sur quelques points : la Turquie soutient les Frères musulmans, et ne considère toujours pas le Maréchal Sissi comme un interlocuteur valable en Egypte.

Par ailleurs, une alliance anti-chiite risquerait de l'emmener trop loin, alors qu'elle a besoin de garder des rapports apaisés avec son voisin iranien, qui partage des centaines de kilomètres de frontière avec elle.

Quoiqu'il en soit, face à la situation syrienne, Turquie et Arabie saoudite collaborent sur le terrain, envisageant même d'envoyer des troupes au sol.

L'incohérence des chancelleries occidentales ne fait qu'ajouter au chaos qui menace tout le Proche-Orient.

La France notamment, dont le président François Hollande a décoré discrètement un prince saoudien récemment, ne dit rien devant l'ingérence grandissante du royaume dans la région, et en particulier sur la « guerre sale » du Yémen qui aurait fait déjà plus de 6000 morts.

Ceci s'explique en partie par ses liens commerciaux avec les pétromonarchies du Golfe.

Ainsi donc, ces tensions qui embrasent le Proche-Orient et dans tout le monde arabe, risquent de provoquer plus qu'une guerre régionale, un conflit international où se trouvent impliqués déjà la Russie, Les Etats Unis, la France et la Grande Bretagne.

Entre Arabie saoudite, Iran et Turquie, bien malin qui saura dire aujourd'hui qui prendra le leadership de la région.

Mais l'on est en tout cas forcé de constater que le royaume protecteur de Médine et de La Mecque s'est aventuré depuis quelques années dans une politique extrêmement agressive.

Pour l'instant l'Arabie saoudite a été peu touchée par le terrorisme.

Pourtant tiendra-t-elle longtemps économiquement avec des cours du pétrole si bas ?

Sa population est-elle prête à accepter la diminution de ses allocations et subventions ?

Les rigoureuses lois wahhabites, notamment vis-à-vis des femmes, des homosexuels ou des « blasphémateurs » satisferont-elles longtemps encore ce

peuple ?

Ces questions se posent. Enfin, à se faire haïr ainsi par la moitié de la planète, le royaume saoudien s'est aventuré sur une mauvaise pente.

D'autant qu'il partage avec les USA certaine responsabilité dans la création et le développement de mouvements salafistes ou djihadistes.

Un retournement de situation, pourrait faire que des terroristes frappent un jour sur son sol.

Enfin, la politique générale de l'Arabie saoudite se caractérise par son repli sur soi.

Elle ne prend ainsi que très peu part à l'accueil des réfugiés de Syrie et d'Irak, leur préférant les travailleurs migrants du sud-est asiatique.

Aujourd'hui la politique menée par l'Arabie Saoudite est source d'instabilité permanente et provoque un climat de tension préoccupant pour la Région toute entière.

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

[Président de l'Avant Garde](#)

Communiqué de presse: Saint-Etienne-du-Rouvray

La guerre est totale entre les terroristes musulmans et notre civilisation judéo-chrétienne.

Hier à Saint-Etienne-du-Rouvray, ils ont montré une nouvelle facette de son visage : l'ennemi pour eux, c'est la chrétienté.

Avant hier, nous avons fêté le premier martyr apôtre avec Saint Jacques,

aujourd'hui nous avons sur la terre de France le premier martyr de cette guerre engagée par DAECH.

À nous de prendre nos responsabilités pour que cette guerre ne se généralise pas. À nous d'engager toutes les mesures pour que cette nouvelle idéologie totalitaire qu'est l'islamisme radical ne puisse avoir de nouveaux adeptes prêts à donner leur vie pour tuer et semer la terreur révolutionnaire.

À nous d'expulser ou d'interner tous les imams qui prêchent cette idéologie dans les mosquées, les écoles coraniques ou les centres culturels musulmans.

À nous de demander des explications et si nécessaire de suspendre nos relations diplomatiques avec tous les pays qui financent directement ou indirectement cette bête immonde qu'est DAECH.

À nous de faire pression sur Recep Tayyp Erdogan pour qu'il ferme effectivement la frontière avec la Syrie, sans quoi il se rend gravement complice du terrorisme islamique.

À nous de conclure une vraie alliance au travers d'un pacte avec tous les pays qui subissent aujourd'hui l'agression armée de DAECH ou de ses filiales telles que Boko Haram, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.

À nous d'offrir à ces pays non seulement un soutien militaire, comme le fait d'une manière admirable la France au Mali et dans toute cette région d'Afrique.

Mais aussi un programme de développement économique, social et culturel. A nous de demander aux responsables musulmans français de condamner solennellement ces horreurs et tout texte appelant à la violence et au meurtre.

À nous d'interdire la vente d'ouvrages appelant au djihad et de fermer les sites djihadistes en libres accès sur le territoire.

À nous d'engager d'une manière extraordinaire un soutien aux chrétiens d'Orient qui sont aux avant-postes pour défendre notre civilisation et nos convictions spirituelles.

Sur le plan national, à nous de prendre toutes les mesures qui s'imposent :

- le rétablissement urgent des frontières nationales et la sortie de l'espace

Schengen,

- le renforcement du renseignement de proximité,
- l'internement préventif de tous ceux qui sont complices de l'ennemi,
- le renforcement d'une réserve qui prêtera main forte à nos forces armées et en particulier à la gendarmerie dans sa lutte contre le terrorisme islamiste,
- la réforme du code de la nationalité par la suppression du droit du sol, de l'acquisition de la nationalité française par mariage et par la déchéance de nationalité des terroristes binationaux.

Aujourd'hui ce n'est plus l'heure du débat et de l'hésitation. Nous avons dénommé l'ennemi, nous lui avons déclaré la guerre, maintenant prenons les moyens pour la gagner. Il en va de la survie de notre civilisation.

Nous croyons profondément en la force des valeurs qui ont fondé l'Occident chrétien et dans ce combat civilisationnel qui est engagé, nous sommes persuadés qu'elles triompheront de la barbarie islamiste.

Car la vie aura toujours le dessus sur l'instinct de mort et l'espérance vaincra les puissances des ténèbres.

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

[Président de l'Avant Garde](#)

Nommer l'ennemi ?

Tout le monde est aujourd'hui d'accord avec l'axiome que nous défendons il y a des années déjà, selon lequel « il faut nommer l'ennemi », et chacun le répète à l'envi.

Mais peut-être ne comprennent-ils pas ce qu'implique cette capacité à nommer : une fois que l'on a parlé du terrorisme islamiste, de la radicalisation d'habitants du territoire français sous l'emprise d'imams dégénérés, et de l'État islamique comme agent extérieur, il s'agit surtout de comprendre comment cet ennemi agit, pour lui couper les ailes et à terme le détruire entièrement.

Il faut bien entendu poursuivre la guerre, la vraie, celle qui se déroule sur le

théâtre du Proche-Orient, en Syrie et en Irak, mais aussi en Libye - où trois sous-officiers viennent de tomber pour la France - au Mali toujours, enfin sur cet axe gigantesque qui s'étend du Nigéria au Pakistan.

Cette mission admirable, la France l'accomplit, quasiment seule en Europe, aux côtés des Etats-Unis, et le monde entier devrait lui en être redevable.

Cependant, la protection du territoire national est naturellement la première des priorités.

A ce défi, et face aux actes de barbarie qui s'y déroulent régulièrement depuis quatre ans, depuis les assassinats commis par Mohamed Merah, les gouvernements successifs ont trop mal répondu.

La désorganisation des services de renseignement par Nicolas Sarkozy en 2008 est l'une des causes fondamentales des erreurs de jugement qui ont permis la prolifération de ces actes.

De même, la baisse du nombre de policiers et de militaires engagée sous son quinquennat résonne douloureusement aujourd'hui. Sans oublier la fin de la double peine.

La gauche au pouvoir depuis quatre ans n'est pas en reste : par idéologie, elle a dépouillé la justice de ses moyens, laissant passer entre les mailles du filet punitif ces condamnés de droit commun que sont tous les terroristes.

Elle s'est refusée, encore par idéologie de soumission, à fermer les mosquées signalées pour leurs prêches radicaux, s'est refusée à expulser des imams réputés pour leurs appels à la haine, n'a pas pris les mesures de contrôle des frontières qui s'imposaient, non seulement devant la vague immense de réfugiés, mais de manière générale contre une immigration structurellement incontrôlée.

Elle a désarmé moralement la France, culpabilisant ses citoyens et empêchant la moindre remise en cause d'une religion devenue folle, l'islam.

Enfin, la destruction systématique de l'éducation, nationale et populaire, de la culture française, entreprise depuis quarante ans, ne pouvait que laisser pantelants et honteux des Français à qui l'on inflige aujourd'hui la double peine : la mort et le déshonneur.

Il n'est pas encore trop tard pour réagir, quoique la colère monte chez nos compatriotes contre ces hommes passés du côté de l'inhumanité et de la barbarie. Mais nommer l'ennemi vaudra toujours dire aussi : ne pas lui ressembler.

La France possède la force de se défendre. Elle doit le faire dans l'ordre, l'intelligence et la justice. Car le désordre et la vengeance n'engendrent qu'eux-mêmes.

Les réponses ne manquent pas et il faut les appliquer avec la sévérité qu'exigent les circonstances : fermeture de toutes les mosquées dites radicales, expulsion des imams qui prêchent la guerre et le fanatisme, contrôle des frontières avec suspension de Schengen si nécessaire, limitation de l'immigration légale, fin de l'immigration illégale, révision du code de la nationalité, déchéance de celle-ci

pour les binationaux convaincus de projets d'entreprise terroriste, rétablissement de la double peine.

Mais encore et surtout dans le fond : sortie du Conseil de l'Europe pour se soustraire aux arrêts iniques de la CEDH ; réarmement de la justice ; reconstruction de l'école et de l'éducation populaire ; enfin, renouveau de l'éducation populaire pour refaire des Français.

Un long travail et une lourde tâche, auxquels nous ne pourrions nous dérober.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

[Président de l'Avant-Garde](#)